

Commission : stratégie politique 2008

La Commission a adopté, le 21 février dernier, sa "stratégie politique annuelle" pour l'année 2008. Les actions prioritaires retenues s'inscrivent dans quatre rubriques ♦ Prosperité, en particulier i/ stratégie de Lisbonne : fin 2007 un rapport stratégique à mi-parcours et éventuellement des lignes directrices, en 2008 évaluation de la mise en oeuvre au niveau régional ii/ énergie et transports : lancement des travaux en vue de la création d'un réseau européen du gaz et de l'énergie, mesures pour mettre en oeuvre le plan stratégique européen pour les technologies énergétiques, stocks pétroliers, plan d'action sur les transports urbains, propositions pour réduire les émissions de gaz à effet de serre par le transport aérien et le transport maritime, Livre blanc sur l'espace maritime européen commun, mise en oeuvre de la politique maritime européenne iii/ marché unique : propositions suite au réexamen, brevet européen iv/ consommateurs : renforcement de la protection ♦ Solidarité, en particulier i/ changement climatique, mise en oeuvre de REACH ii/ solidarité sociale et égalité des chances mise en oeuvre du fonds social européen et du fonds européen d'ajustement, clarification du droit communautaire en matière de SSI ♦ Sécurité et liberté, en particulier recommandations concernant la sécurité des patients et la qualité des services de santé ♦ L'Europe partenaire mondial, en particulier, élargissement, conclusion et mise en oeuvre du cycle de Doha.

http://ec.europa.eu/atwork/programmes/index_fr.htm

Financement des RTE-T

Le Parlement européen a adopté sans débat, le 15 février dernier, le rapport d'initiative de Margarita Starkevičiūtė (ALDE, Lituanie) sur le financement des réseaux transeuropéens de transports (RTE-T). Après avoir déploré la lenteur de la réalisation des projets et rappelé la priorité des zones transfrontalières, le rapport appelle à des contrôles plus stricts et à une meilleure coordination des financements entre les deux directions générales de la Commission, REGIO et TREN, qui interviennent dans le financement des infrastructures, afin de permettre la meilleure utilisation des faibles fonds alloués pour ces réseaux. Le rapport propose également que la Commission mette en place une entité chargée de la gestion des projets pour maintenir la centralisation de l'information, permettre l'amélioration des contrôles et faciliter la coordination des questions juridiques, administratives et techniques entre les Etats membres concernés. Ce rapport s'appuie sur un rapport très sévère de la Cour européenne des comptes d'avril 2006.

Energie

♦ **Conseil** : Lors du Conseil énergie du 15 février dernier, la présidence allemande est parvenue à un compromis sur question sensible de la séparation des activités de réseaux et de production de gaz et d'électricité contenue dans le "paquet" énergie présenté par la Commission le 10 janvier dernier (bulletin 209). Le Conseil "invite la Commission à élaborer des mesures prenant en compte les caractéristiques des secteurs du gaz et de l'électricité et des marchés nationaux et régionaux [...], là où cela est possible" .../...

Commission: policy strategy, 2008

On the 21st February the Commission adopted its "annual policy strategy" for the year 2008. The selected priority actions fall under four headings ♦ Prosperity, in particular, i/ the Lisbon strategy: end 2007 a strategic report at mid-term and, possibly, some guidelines, in 2008 evaluation of the implementation at the regional level ii/ energy and transports: the launching of work for the creation of a European gas and energy network, measures for implementation the European strategic plan for energy technologies, fuel reserves, action plan for urban transports, proposals to reduce greenhouse gas emissions from air transports and maritime transports, White Paper on the common European maritime zone, implementation of the European maritime policy iii/ single market: proposals following the re-examination, European patent iv/ consumers: reinforcement of protection ♦ Solidarity, in particular, i/ climatic changes, the implementation of REACH ii/ social solidarity and equal opportunities, implementation of the European social funds and the European adjustment funds, clarification of the Community legislation as regards SSGI ♦ Safety and freedom, in particular, recommendations regarding the safety of patients and the quality of health services ♦ Europe, the global partner, in particular, enlargement, conclusion and implementation of the Doha cycle.

http://ec.europa.eu/atwork/programmes/index_en.htm

Financing the TEN-T

On the 15th February the European Parliament adopted, without any debate, the report on the initiative of Margarita Starkevičiūtė (ALDE, Lithuania) on the financing of the trans-European transport networks (TEN-T). Whilst expressing concern on the slow pace in the implementation of the projects and having recalled the priority of the cross-border zones, the report calls for more strict controls and an improved coordination of funding procedures between the two directorate generals of the Commission, REGIO and TREN, which are involved in the financing of infrastructures, in order to provide conditions for the best use of the small funds allocated for these networks. The report also suggests that the Commission sets up a body in charge of the management of the projects so as to uphold the centralisation of information, to bring about the improvement of verifications and to facilitate the coordination of legal, administrative and technical issues amongst concerned Member States. This report is closely tied to a very severe report by the European Court of auditors of April 2006.

Energy

♦ **The Council**: During the energy Council of 15th February, the German presidency managed to reach a compromise on a sensitive issue of the separation between network activities and those of the production of gas and electricity contained in the energy "package" presented by the Commission on 10th January (bulletin 209). The Council "invites the Commission to work out measures taking into account the specificities of gas and electricity sectors and of national and regional markets [...], wherever that is possible" .../...

♦ **Parlement** : Le 15 février dernier, le Parlement européen a adopté le rapport de Manuel Antonio dos Santos (PSE, Portugal) qui préconise d'achever le marché intérieur de l'énergie et d'intégrer les objectifs d'efficacité énergétique dans toutes les politiques de l'Union afin de lutter contre l'impact de la hausse des prix de l'énergie, notamment sur les couches sociales à faibles revenus et limiter la dépendance de l'Europe. Le rapport préconise aussi que la BEI (banque européenne d'investissement) redouble ses efforts en faveur des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique et de l'approvisionnement. Les députés s'interrogent également sur la politique d'augmentation des taux de la Banque centrale européenne et souhaitent pouvoir mieux contrôler le développement des instruments financiers spéculatifs.

♦ L'EREG (groupe des régulateurs européens de l'électricité et du gaz) a remis, le 6 février dernier, son rapport sur la panne d'électricité géante qui a frappé l'Europe le 6 novembre 2006. L'EREG impute la généralisation de la panne au manque de coordination entre les gestionnaires de réseaux et pointe trois raisons majeures i/ le gestionnaire de réseau allemand n'avait pas les moyens de surveiller le réseau à haute tension ii/ les autres gestionnaires de réseaux n'ont pas reçu d'information sur les mesures prises par le gestionnaire allemand iii/ l'insuffisance d'investissements dans le réseau à haute tension. L'EREG recommande d'adopter des règles communautaires contraignantes en matière de sécurité et de fiabilité, de donner aux régulateurs les moyens d'un contrôle efficace, d'assurer une plus grande coordination entre les opérateurs de système de transmission (bulletins 211, 207).

Protection de l'environnement par le droit pénal

La Commission européenne a présenté, le 9 février dernier, une nouvelle proposition de directive relative à la protection de l'environnement par le droit pénal dans l'Union. Cette proposition vise à contraindre les États membres à traiter les atteintes graves à l'environnement comme des infractions pénales et à veiller à ce qu'elles soient effectivement sanctionnées, en même temps elle propose de fixer des sanctions minimales applicables dans tous les États membres. Cette proposition vise à intégrer les conclusions de la Cour de justice dans son arrêt C-176/03 du 13 septembre 2005 qui a annulé une décision-cadre du Conseil au motif que la base juridique retenue empêchait la mise en place d'une politique communautaire dans le domaine de l'environnement, même si le droit pénal ne relève pas de la compétence communautaire (sur cet arrêt et les réactions qu'il a suscitées, voir bulletins 181, 189, 198/199).

http://eur-ex.europa.eu/LexUriServ/site/fr/com/2007/com2007_0051fr01.pdf

Cour de justice

Dans un arrêt T-155/04 du 12 décembre 2006, le Tribunal de Première instance rejette la plainte de l'entreprise Selex relative à une prétendue violation par Eurocontrol des dispositions du traité CE en matière de concurrence. Le Tribunal dit, notamment, que i/ les activités de normalisation technique d'Eurocontrol ne sont pas des activités économiques au sens de la jurisprudence communautaires et que les règles de concurrence ne leur sont donc pas applicables ii/ les activités de recherche et développement financées par Eurocontrol ne constituent pas non plus des activités économiques iii/ en revanche, l'activité d'assistance aux administrations nationales est bien une activité économique et dans cette activité Eurocontrol est une entreprise au sens de l'article 82 CE. Cependant, dans ce secteur Eurocontrol n'abuse pas d'une position dominante.

♦ **Parliament**: On the 15th February, the European Parliament adopted a report by Manuel Antonio dos Santos (PSE, Portugal) which envisages the completion of the internal market for energy and the incorporation of the objectives of energy efficiency in all Union policies, in order to fight against the impact of the rise in energy prices, in particular, for the low-income social layers and, also, to limit European reliance. The report further recommends that the EIB (European Investment Bank) redoubles its efforts in favour of renewable energies, energy efficiency and supply. Members of parliament also question the European Central Bank's policy of rising rates and wish for the possibility of being able to check the evolution of speculative financial instruments more effectively.

♦ The ERGEG (the European Regulators' Group for Electricity and Gas) submitted, on 6th February, its report on the giant power failure which struck Europe on 6th November, 2006. The ERGEG attributes the generalisation of the breakdown to the lack of coordination between network administrators and, singles out three major causes i/ the administrator of the German network did not have the means necessary for supervising a high voltage network ii/ other network administrators did not receive the information concerning measures taken by the German administrator iii/ inadequacy of investment in the high voltage network. The ERGEG recommends adopting binding Community rules as regards safety and reliability, giving regulators effective means for verification and ensuring a closer coordination between operators of the transmission system (bulletins 211, 207).

Environment protection by the criminal law

On the 9th February, the European Commission presented a new proposal for a Directive concerning the protection of the environment through the criminal law in the Union. This proposal aims at pressuring Member States to consider serious offences on the environment as penal infringements and to ensure that they are effectively penalised, at the same time, it suggests fixing minimal applicable penalties in all of the Member States. This proposal aims to draw in the ruling by the Court of Justice in its decision n° C-176/03 of 13th September, 2005 which nullified the Council's framework-decision on grounds that the legal base justifying it hindered the laying down of a Community policy in the field of environment, even if criminal law does not fall under the Community's competence (on this ruling and reactions to it, see bulletins 181, 189, 198/199).

http://eur-x.europa.eu/LexUriServ/site/en/com/2007/com2007_0051en01.pdf

The Court of Justice

In a ruling T-155/04 of 12th December 2006, the Court of First Instance rejects a complaint by Selex company concerning an alleged violation, by Eurocontrol, of the EC treaty provisions regarding competition. The Court rules, in particular, that i/ the technical standardisation activities of Eurocontrol do not constitute economic activities within the meaning of Community case law and that rules of competition are thus not applicable to them ii/ research and development activities financed by Eurocontrol do not constitute economic activities iii/ on the contrary, assistance to national administrations is certainly an economic activity and in this activity Eurocontrol is a company within the meaning of article 82 EC. However, in this sector Eurocontrol does not indulge in an abuse of a dominant position.

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: € 100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.